Les jeunes filles du CEG Adjohoun gagnent le tournoi interclubs nature et sport de l'ODDB ONG

Lancé officiellement le jeudi 26 janvier 2023 à la mairie d\\\'Adjohoun le projet de ***promotion du football féminin pour la protection de l\\\'environnement au Sud Bénin*** *renforce davantage la voix des jeunes filles des Collèges d\\\'Enseignement Général de Bonou et Adjohoun en faveur de la protection de l'environnement.*

L\\\'une des principales activités de ce projet, le tournoi interclubs \\\ »Nature et Sport\\\ », a pris fin dans l\\\'après-midi du vendredi 24 juin 2023 au stade omnisport d\\\'Adjohoun. La finale opposait les jeunes filles du CEG Dèmè à celles du CEG Adjohoun. Les jeunes filles du CEG Adjohoun ont remporté le trophée avec un score final de 2 buts à 0.

La capitaine de l\\\'équipe victorieuse exprime sa joie et sa gratitude envers l\\\'ODDB ONG pour cette expérience enrichissante combinant nature et sport. Elle déclare : \\\ »Nous avons beaucoup appris. Nous savons désormais que les êtres vivants dans la nature sont comme nous. Nous devons les protéger car ils jouent un rôle crucial dans l\\\'équilibre naturel.\\\ » Elle considère également cette occasion comme une opportunité pour démontrer leur capacité à jouer le football au même titre que les hommes.

Chrystelle DAKPOGAN HOUNGBEDJI, Directrice Exécutive de l\\\'ODDB ONG, est satisfaite de la grande mobilisation de la

population en soutien aux jeunes filles ambassadrices de la protection de l\\\’environnement. Elle estime que cet événement est non seulement une célébration du football féminin, mais aussi un creuset de sensibilisation pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique. Elle exprime également son émotion face à la performance des deux équipes.

En ce qui concerne les connaissances environnementales acquises, la Directrice Exécutive est convaincue que les jeunes filles bénéficiaires du projet ont été bien préparées et ont suivi des cours sur divers aspects liés à la protection de l\\\’environnement. Les thématiques abordées étaient entre autres la notion de biodiversité, le changement climatique, les techniques de production de plants, la mise en place d’une pépinière, le reboisement, etc. Elle ne doute pas de leur capacité à être des modèles au sein de leurs communautés respectives en ce qui concerne la protection de l’environnement et à mettre en pratique les notions reçues. Elle constate également que ce projet a stimulé l\\\’épanouissement des jeunes filles et leur a permis de s’exprimer librement lors des différentes activités mise en œuvre.

La joie manifestée par les deux équipes à la fin du match final démontre qu’il n’y a pas eu de perdant. Elle témoigne de la richesse des connaissances acquises sur la biodiversité et le climat. Ces ambassadrices, outillées par l\\\’ODDB ONG, seront désormais des sentinelles de l\\\’environnement où qu\\\’elles se trouvent.

Megan Valère SOSSOU

2e édition de la Conférence africaine sur la réduction des risques en santé : un rendez-vous majeur au Maroc

La deuxième édition de la Conférence Africaine sur la Réduction des Risques en Santé approche à grands pas, promettant des échanges encore plus enrichissants autour du thème central de la santé en Afrique, axé sur l\\\'eau, l\\\'environnement et la sécurité alimentaire.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cette rencontre de haut niveau sera à nouveau co-organisée par le Ministère de la Santé et de la Protection Sociale du Maroc, en collaboration avec l\\\'Association Marocaine des Médecines Addictives et Pathologies Associées (MAPA) et l\\\'African Global Health (AGH).

Pour cette nouvelle édition, le prestigieux Palais des Congrès MANSOUR EDDAHBI à Marrakech ouvrira ses portes du 27 au 29 septembre 2023 pour accueillir cet événement majeur. Plusieurs activités viendront enrichir ces journées, dont des panels captivants qui constitueront le cœur des échanges.

Ces panels aborderont des enjeux cruciaux pour l\\\'Afrique et le monde, à savoir :

- **Réduction des risques – santé et environnement** : Qualité de l\\\'air, réchauffement climatique, maladies respiratoires.
- **Sécurité alimentaire en Afrique et dans le monde** : Quelle réduction des risques ?
- **Nutrition & éducation alimentaire** : Perspectives

d\\\’avenir Sud-Sud.

- **Eau potable** : Investissement continental et équité.
- **Réduction des risques et écosystèmes de demain** : L\\\’équation africaine.

Cette conférence s\\\’annonce comme un moment clé pour partager des idées, des perspectives et des solutions liées à ces défis majeurs en matière de santé, d\\\’environnement et de sécurité alimentaire.

Du succès de la précédente édition

Il est important de rappeler le succès de la première édition de cette conférence, qui s\\\’est tenue du 16 au 18 novembre 2022. Cette première édition a rassemblé des experts nationaux et internationaux ainsi que des représentants de différents pays, créant ainsi une plateforme africaine d\\\’échange d\\\’idées fructueuses dans le domaine de la santé publique et de la prévention des risques.

Cette conférence pionnière a ouvert la voie à une collaboration renforcée en Afrique en vue d\\\’améliorer la santé publique et de réduire les risques sanitaires. Elle a été une étape essentielle pour faire progresser la vision d\\\’une Afrique plus unie et résiliente face aux défis de la santé.

Restez à l\\\’écoute pour plus d\\\’informations sur cet événement qui s\\\’annonce incontournable pour tous les acteurs de la santé en Afrique et au-delà.

Megan Valère SOSSOU

Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de Biosphère : Les acteurs clés valident les enquêtes de terrains

Le projet Benkadi réunit du mardi 18 au jeudi 20 juillet 2023 à Grand-Popo, les Ongs de gestion et associations de gestion de sites, les structures étatiques, les autorités communales et autres acteurs clés sur l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion de la Réserve de Biosphère du Mono. À travers l'Outil Intégré sur l'Efficacité de Gestion, IMET (Integrated Management Effectiveness Tool), les éléments collectés par les consultants sur le terrain pour l'élaboration du document actualisé seront validés.

Pour sauvegarder les services écosystémiques, le Projet Benkadi au Bénin appuie actuellement les populations afin de réaliser l'impact poursuivi qui est que : « Les gouvernements et le secteur privé mettent en œuvre des politiques, programmes et pratiques inclusifs avec la participation des OSC et des communautés locales y compris les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec un handicap pour accroître la résilience des communautés vulnérables aux effets du changement climatique dans les quatre pays d'intervention de Benkadi. »

Le projet Benkadi au Bénin conduit actuellement une enquête de terrain afin de contribuer à l'Actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves de Biosphère du Mono et de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin et définir des objectifs et mesures de gestion de l'actualisation

des PAG des deux Réserves. A l'étape de Grand-Popo, les Ongs de gestion de sites, les Association de gestions des sites, Mab Unesco, le Centre de Gestion des Réserve de Biosphère (CENAGREF), les Agents territoriaux de gestion agricole, des maires du Mono et du Couffo accompagnés des cadres techniques et autres responsables du secteur du cadre de vie et du développement durable dans les deux départements sont mobilisés depuis ce mardi 18 juillet à l'hôtel Bel Azur de Grand-Popo. Pendant 72 heures, l'atelier campagne IMET (Integrated Management Effectiveness Tool) 2023 entendu, Outil Intégré sur l'Efficacité de Gestion des Réserves de Biosphère, leur permettra de faire l'encodage des données, l'analyse des résultats et utilisation des résultats pour la planification, l'opérationnalisation, la prise de décision et le suivi. Une démarche pour faire valider les enquêtes de terrain par les acteurs clés du Mono/Couffo.

D'après les spécialistes, le contexte actuel expose que les réserves de biosphère du Mono et de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin en raison de leur situation dans la partie côtière du Bénin, de la structure très dispersée et étoilée des différents sites qui les composent sont exposés aux effets néfastes des changements climatiques. Or, à l'origine, elles ont été créées pour sauvegarder la biodiversité spécifique des écosystèmes du sud du Bénin, protéger les bassins versants des fleuves Mono et Ouémé ainsi que leurs affluents. Cela devrait aussi assurer une couverture suffisante en ressources forestières afin de garantir une quantité de puits à carbone dans cette partie très urbanisée du Bénin.

C'est donc, face à cette situation, qu'il a été jugé important de prendre en compte les changements climatiques dans la gouvernance de ces réserves de biosphère. Cela devant permettre de garantir et de pérenniser les objectifs et acquis de l'érection de ces deux réserves, le Projet Benkadi, s'est alors engagé pour accompagner la présente actualisation afin

de contribuer aux objectifs de développement durable et surtout de la cible 13 des ODD qui vise à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des pays face aux aléas et catastrophes climatiques.

Après le mot de bienvenue du Chef Projet Benkadi, Sagbo Damien Djodjo Kouton, qui a exhorté les participants à l'assiduité, le Professeur Aristide Téhou, personne ressource, a invité tout le monde à apporter sa contribution à la réalisation d'un document de bonne facture. L'honneur est revenu à la représentante du Cenagref, Madame Faï Chabi Yaoure de lancer les travaux.

Après l'étape du Mono, la semaine prochaine sera le tour des acteurs clés sur la Réserve de la Basse Vallée de l'Ouémé au Sud du Bénin.

Alerte en Afrique de l\'Ouest et Centrale : Insécurité alimentaire au plus haut niveau en une décennie

Une récente étude des Nations Unies a révélé une situation alarmante en Afrique de l\\\'Ouest et Centrale, où l\\\'insécurité alimentaire aiguë atteint son niveau le plus élevé en une décennie. Cette expansion inquiétante de l\\\'insécurité alimentaire touche particulièrement les pays côtiers et les régions en conflit du Burkina Faso et du Mali, ce qui entrave considérablement les efforts d\\\'aide humanitaire.

Selon l\\\’analyse basée sur le Cadre harmonisé de mars 2023, environ 45 000 personnes dans la région du Sahel seront confrontées à des niveaux de faim catastrophiques, se situant juste avant le seuil de la famine. Parmi elles, 42 000 se trouveront au Burkina Faso et 2 500 au Mali. Les facteurs combinés, tels que les conflits, les impacts climatiques, la pandémie de COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires, exacerbent la faim et la malnutrition.

Cette détérioration de la sécurité alimentaire se traduit également par une augmentation significative de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans en cette année 2023, avec une hausse de 83% par rapport à la moyenne de la période 2015-2022. Environ 16,5 millions d\\\’enfants seront touchés, dont 4,8 millions souffriront de formes sévères débilitantes. Les incidents de sécurité dans la région, en hausse de 79% entre 2019 et 2023, provoquent des déplacements massifs de population, perturbant l\\\’accès aux terres agricoles et aux ressources nécessaires.

Malgré une amélioration des précipitations en 2022, l\\\’accès et la disponibilité des denrées alimentaires restent préoccupants. La région dépend toujours des importations alimentaires nettes, mais la dépréciation monétaire et l\\\’inflation élevée font grimper les coûts d\\\’importation. De plus, des défis économiques et fiscaux entravent les initiatives visant à stimuler la production alimentaire locale.

Face à cette crise, les organisations internationales lancent un appel à une action collective. Il est impératif d\\\’investir dans le renforcement des capacités des communautés à faire face aux chocs et de promouvoir des solutions locales et durables pour la production, la transformation et l\\\’accès aux denrées alimentaires, en particulier pour les groupes vulnérables.

Les partenaires humanitaires, de développement et le secteur privé sont également sollicités pour soutenir les gouvernements nationaux dans l\\\’amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les programmes doivent englober des systèmes de santé, d\\\’eau, d\\\’assainissement et d\\\’hygiène, ainsi que des initiatives de protection sociale ciblant les femmes et les jeunes enfants. De plus, les partenariats doivent contribuer à la prévention et au traitement de la malnutrition infantile tout en abordant les défis liés au climat et à la durabilité des ressources naturelles.

En conclusion, la crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l\\\’Ouest et Centrale exige une réponse urgente et collective pour atténuer les effets dévastateurs de l\\\’insécurité alimentaire et de la malnutrition dans la région. Les enjeux sont considérables, mais ensemble, nous pouvons apporter un changement significatif et offrir un avenir meilleur aux populations touchées.

Megan Valère SOSSOU

Appropriation des meilleures pratiques de la gouvernance participative: La Pascib forme les partenaires stratégiques de Pacofide

La Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) a organise une formation destinée aux partenaires

stratégiques de Pacofide sur les meilleures pratiques de la gouvernance participative. Pendant 72 heures, les participants auront l\\\'occasion de se familiariser avec les principes et outils de la gouvernance participative afin de mieux mettre en œuvre leurs conventions respectives et leurs attributions régaliennes dans le secteur agricole.

Le but principal de cette formation est d\\\'encourager les partenaires stratégiques à adopter les meilleures pratiques de gouvernance participative pour la mise en œuvre réussie du Plan de travail budgétisé annuel (PTBA) 2023 du Projet d\\\'appui à la compétitivité des filières agricoles et à la diversification des exportations (Pacofide). Le Président du Conseil d\\\'Administration de la PASCiB, le Dr Aurélien Comlan Atidégla, souligne l\\\'importance de permettre aux participants d\\\'utiliser ces outils et principes dans leur travail quotidien, ainsi que de valoriser leurs connaissances dans leur collaboration avec Pacofide. Après une journée de travail, il exprime sa satisfaction quant à la réactivité des participants et est convaincu que cette formation apportera une réelle valeur ajoutée à leurs compétences. Il recommande ainsi que le contenu de la formation soit étendu pour une meilleure gouvernance dans le secteur agricole.

Le Directeur de Cabinet du Ministère de l\\\'Agriculture de l\\\'Élevage et de la pêche (Maep), le Dr Aguêmon Dossa, accepte les remerciements du président Atidégla à l\\\'égard du Ministre en charge de l\\\'agriculture et félicite l\\\'engagement de la PASCiB qui est déjà connue pour son soutien au secteur agricole en faveur du développement durable.

Cette formation arrive à un moment opportun, car le taux de décaissement pour le projet est encore de 21 % seulement des 180 millions de dollars mobilisés après trois ans de mise en œuvre. Ce chiffre est préoccupant, surtout que l\\\'État

béninois est en train de négocier un financement additionnel de 150 millions de dollars pour soutenir d\\\’autres filières. Comme le projet Pacofide repose sur la collaboration, le Directeur de Cabinet demande aux partenaires stratégiques de Pacofide de redoubler d\\\’efforts pour améliorer la qualité insuffisante des Termes de référence, ce qui affecte négativement le taux de décaissement. Il exhorte les partenaires à faire des sacrifices, car ils sont un maillon essentiel dans la chaîne de réalisation de ce projet. \\\ »Je compte sur vous pour atteindre les résultats escomptés\\\ », déclare le Dr Aguêmon Dossa. Il encourage chacun à s\\\’approprier les outils et à mettre en pratique les connaissances partagées lors de cette formation, afin d\\\’être les terres fertiles qui permettront d\\\’obtenir de bons résultats.

En effet, les enjeux de développement majeurs portés par Pacofide exigent une rigueur dans la qualité des services fournis et des résultats à obtenir. En tant qu\\\’acteur clé assurant la veille citoyenne, la synergie et la cohérence des interventions de développement, le dialogue politique, le suivi et le contrôle citoyen ainsi que l\\\’évaluation citoyenne, la PASCiB offre sa collaboration pour atteindre les résultats de développement escomptés. Elle s\\\’engage également à promouvoir l\\\’efficacité de l\\\’aide dans le secteur agricole.

Il est important de noter que cette formation fait suite à celle organisée du 12 au 14 juillet à Parakou pour les partenaires de la région septentrionale, visant à sensibiliser ces derniers à la notion et aux techniques de gouvernance participative par Pacofide.

Projet BENKADI au Bénin : Des Attentes Clairvoyantes envers les Acteurs pour le Bien-être des Communautés

Au Bénin comme au Mali, au Burkina Faso et en Côte-d'Ivoire, le projet BENKADI s\\\'est donné pour mission d\\\'améliorer qualitativement l\\\'efficacité des politiques publiques en matière d\\\'adaptation au changement climatique et d\\\'atténuation de ses effets en encourageant une plus grande participation citoyenne.

Pour mener à bien cette mission, BENKADI collabore étroitement avec un large éventail d\\\'acteurs en qui, il place de grandes attentes. Il s\\\'agit des autorités locales, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé et des ministères sectoriels.

Des autorités locales

Les autorités locales jouent un rôle crucial dans la réussite du projet BENKADI. C'est pourquoi, le projet attend d\\\'elles une compréhension approfondie des enjeux du projet et un engagement ferme en faveur de sa mise en œuvre réussie. Cet engagement se traduit par une déclaration écrite du Conseil Communal, une participation active aux activités du projet, notamment les ateliers de concertation multi-acteurs et la sensibilisation sur la conservation des écosystèmes. De plus, elles sont encouragées à prendre des mesures administratives pour favoriser l\\\'adoption de l\\\'Adaptation Basée sur les Écosystèmes (ABE) et à élaborer et mettre en œuvre un Plan de Développement Communal (PDC) prenant en compte l\\\'ABE.

Des Organisations de la Société Civile

Les OSC jouent un rôle vital dans la mise en œuvre du projet BENKADI. Le projet attend d\\\’elles qu\\\’elles améliorent leur connaissance de l\\\’ABE et de la participation citoyenne, renforcent leurs capacités en plaidoyer et lobbying, accompagnent les communautés locales, assurent une veille citoyenne et soutiennent la mise en œuvre des actions de l\\\’ABE dans les communes. Leur rôle est essentiel pour garantir un dialogue multi-acteur efficace et renforcer la résilience des communautés locales.

Des acteurs du secteur privé

Les acteurs du secteur privé ont un rôle à jouer dans la promotion de l\\\’ABE. Le projet BENKADI attend d\\\’eux qu\\\’ils s\\\’approprient les enjeux de l\\\’ABE, collaborent avec le projet, accroissent leurs connaissances sur les pratiques promues par l\\\’ABE en lien avec leurs activités économiques, et initient l\\\’application de ces pratiques. Ils sont également encouragés à impliquer les communautés locales dans leurs activités économiques et à adopter des pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

Des ministères sectoriels

La collaboration efficace des ministères sectoriels est d’une grande nécessité pour atteindre les objectifs du projet BENKADI. Ainsi, le projet attend d\\\’eux qu\\\’ils facilitent la mise en place d\\\’un cadre institutionnel plus inclusif au niveau national et local, ainsi que le dialogue multi-acteur. Ils sont encouragés à améliorer leurs connaissances sur la participation citoyenne et l\\\’ABE, à accompagner tous les acteurs dans l\\\’intégration de l\\\’ABE dans les projets et programmes du gouvernement, et à promouvoir une participation équilibrée de toutes les catégories d\\\’acteurs, y compris les jeunes, les femmes, les communautés locales et les personnes vivant avec un handicap, dans le processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des politiques.

En somme, le projet BENKADI place des attentes clairvoyantes sur les épaules de divers acteurs, dans l\\\’objectif commun de promouvoir l\\\’ABE et de renforcer la résilience face au changement climatique au Bénin. Ce projet représente un modèle de collaboration multi-acteurs pour un avenir plus durable.

Megan Valère SOSSOU

ATTEINTE DES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DURABLE: LE BÉNIN UN BON ELEVE EN AFRIQUE ?

Le « Rapport sur le Développement Durable pour le Bénin 2023 », fruit d\\\’une collaboration entre le Gouvernement du Bénin et le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (SDSN), vient de paraître. Cette deuxième édition du rapport, préparée par le tout nouveau Centre de Transformation ODD du SDSN, met en lumière les performances du Bénin en matière d\\\’atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, les instabilités géopolitiques et les changements climatiques, le monde fait face à des défis croissants dans la réalisation des ODD. Toutefois, le Bénin s\\\’efforce de poursuivre son développement économique et social tout en veillant à inclure tous les segments de la société. Le rapport souligne les domaines prioritaires du Bénin, qui met l\\\’accent sur le développement du capital humain et la réduction des

inégalités. Environ 45,6% du budget national et 49,8% des dépenses de l'Eurobond ODD sont dédiés aux dépenses à dimension sociale.

Selon les conclusions du rapport, le Bénin est à mi-chemin dans la réalisation des ODD, avec un score de 54,4 sur 100, dépassant la moyenne pondérée par la population de la CEDEAO pour l\\\'ensemble des 17 ODD. Les ODD 12 (Consommation et production responsables) et 13 (Lutte contre le changement climatique) semblent en passe d\\\'être atteints. Parmi les domaines montrant des progrès significatifs au Bénin figurent les ODD 8 (Travail décent et croissance économique), 9 (Industrie, Innovation et Infrastructure) et 12 (Consommation et production responsables). Le pays est également en bonne voie pour atteindre l\\\'ODD 10 (Réduction des inégalités), à l\\\'horizon 2030.

Cependant, des défis subsistent, notamment pour les ODD 7 (Énergie propre et d\\\'un coût abordable) et 11 (Villes et communautés durables), qui affichent des tendances décroissantes et nécessitent une attention particulière. Au niveau infranational, le rapport souligne les disparités entre les départements du Bénin en matière d\\\'inégalités de revenus et de richesse, ainsi que d\\\'accessibilité et de qualité des services.

Toutefois, des progrès significatifs sont notables dans l\\\'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté. Malgré des données manquantes et des défis statistiques, le rapport témoigne de l\\\'engagement fort du Gouvernement béninois en faveur des ODD, plaçant le pays au 5e rang sur 74 pays à l\\\'échelle mondiale pour son engagement envers l\\\'Agenda 2030.

L\\\'analyse du cadre institutionnel du Bénin montre que le pays dispose des capacités nécessaires pour réaliser les ODD. Depuis 2016, le Bénin a su s\\\'approprier les objectifs et mettre en place des politiques et des législations ciblées

pour accélérer les progrès. Ce rapport constitue une source d\\\’information précieuse pour évaluer les performances du Bénin dans l\\\’atteinte des ODD et met en évidence les efforts consentis pour assurer un développement durable et inclusif pour tous.

Le Bénin, conscient des défis qui persistent, reste résolument engagé dans la voie de l\\\’Agenda 2030 et poursuit ses actions pour contribuer à un avenir meilleur pour les générations futures.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

Journée mondiale des vautours : A la découverte des gardiens de vies en déclin

Chaque année, le 1er septembre, le monde entier se rassemble pour célébrer la Journée Internationale des Vautours. Cette journée est bien plus qu\\\’une simple occasion de reconnaître ces majestueux oiseaux charognards. Elle nous rappelle l\\\’importance des vautours dans nos écosystèmes et souligne les menaces qui pèsent sur leur survie.

Au Bénin, on retrouve aussi le vautour. Communément appelé en langue Fon Aklassou. Ils sont présents particulièrement dans le parc de la Pendjari. Néanmoins quelques individus subsistent en dehors des parcs nationaux, notamment dans les savanes boisées du nord-Bénin, autour des forêts classées des Trois Rivières et de l’Alibori Supérieur. Il s’agit en réalité des vautours africains.

Les vautours africains fréquentent les milieux ouverts moins boisés comme les prairies herbeuses, les savanes, les marécages et les boisements clairsemés. On les trouve également dans les allées d'arbres qui bordent les cours d'eau et dans les broussailles épineuses. Ils sont remarquables là où il y a des troupes importantes de grands mammifères.

Des gardiens de la vie en déclin

Les vautours jouent un rôle essentiel dans les écosystèmes et sont les gardiens de la vie, nettoyant les paysages de charognes et de carcasses d\\\'animaux morts, évitant ainsi la propagation de maladies potentielles. En éliminant rapidement les restes d\\\'animaux en décomposition, les vautours contribuent à maintenir l\\\'équilibre naturel et à prévenir les épidémies.

Malheureusement, la population de vautours est en déclin à l\\\'échelle mondiale. Les menaces qui pèsent sur ces oiseaux sont nombreuses. L\\\'empoisonnement intentionnel et non intentionnel, souvent causé par l\\\'ingestion de carcasses contaminées par des pesticides ou des médicaments vétérinaires, est l\\\'une des principales causes de décès. La perte d\\\'habitat due à l\\\'urbanisation et à la déforestation, ainsi que le braconnage ciblant les vautours pour leurs organes, contribuent également à la diminution de leurs populations.

Nécessité de mesures de conservation

La Journée Internationale des Vautours ne se contente pas de sensibiliser, elle encourage également des actions concrètes pour protéger ces oiseaux en voie de disparition. Les mesures de conservation comprennent la création de zones protégées pour les vautours, la promotion de pratiques agricoles plus sûres et la régulation stricte de l\\\'utilisation de pesticides et de médicaments vétérinaires. Les gouvernements, les organisations environnementales et les communautés locales

sont invités à travailler ensemble pour garantir la survie des vautours.

Megan Valère SOSSOU

DECHETS PLASTIQUES A PARAKOU: UNE MENACE POUR LA SANTE ET L\’ENVIRONNEMENT

Plus de 500 à 1000 milliards de tonnes de sachets plastiques sont produits dans le monde chaque année, selon une enquête de Greenberry. C\\\’est l\\\’une des pollutions environnementales les plus avancées et les plus dangereuses de la planète.

À Parakou, la situation n\\\’est pas non plus reluisante. Sachets en plastique, bidons de jus de fruits et d\\\’eau minérale jetés ci et là, c\\\’est le constat qui se dégage dans la 3 ème ville à statut particulier du Bénin.

L\\\’une des causes de l\\\’insalubrité à Parakou est l\\\’insuffisance et le manque de proactivité des structures de précollecte d\\\’ordures qui, selon les citoyens, manquent de moyens pour intervenir dans toutes les maisons. «A Parakou, il n\\\’y a pas de système de récupération à travers la ville. Ce qui fait qu\\\’après usage, les bidons en plastiques sont jetés n\\\’importe où», a laissé entendre Dominique Tognisso, étudiant résidant à Parakou. Certains citoyens préfèrent brûler les déchets plastiques lorsque ceux-ci deviennent encombrants. C\\\’est le cas de Latifah Bio vendeuse de jus qui, après usage de ses bidons, ne trouve d\\\’autres solutions que de les brûler. «Je réutilise les bidons pour mon

commerce, mais quand ce n\\\’est plus bon, j\\\’essaie de les brûler», a t-elle déclaré. Toute chose qui n\\\’est pas sans effets néfastes sur la santé et l\\\’environnement. Blaise Ali, étudiant en géographie n\\\’en dit d\\\’ailleurs pas le contraire. «Quand on brûle les plastiques, ça pollue l\\\’environnement et ça dégrade l\\\’écosystème», a t-il confié. «Parce-que même quand tu sens l\\\’odeur issue de l\\\’incinération des déchets plastiques, tu te rends compte que les plastiques sont composés de produits nuisibles», a t-il ajouté.

L\\\’incinération des déchets plastiques est l\\\’une des causes du réchauffement climatique, ceci du fait des gaz à effet de serre qui sont émis lors de l\\\’incinération de ces déchets plastiques, selon les experts en changement climatique.

Au regard des dangers que causent les déchets plastiques, Il est impératif que dirigeants et citoyens prennent conscience de la situation, pour agir en faveur de la protection de l\\\’environnement. Ce qui passe par la mise en application des textes et lois qui régissent le cadre de vie.

Germain ALOZE

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT 2023: NAIROBI AU CŒUR DE LA CROISSANCE VERTE ET DU

FINANCEMENT CLIMATIQUE

Du 4 au 6 septembre, Nairobi, la capitale du Kenya, sera le théâtre d\\\'un événement environnemental d\\\'envergure internationale : le Sommet Africain sur le Climat (ACS) et la Semaine Africaine du Climat.

Ces événements, co-organisés par la République du Kenya, la Commission de l'Union Africaine et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), rassembleront un éventail impressionnant de participants, notamment des chefs d'État et de gouvernement, des décideurs politiques, des représentants de la société civile, des acteurs du secteur privé, des institutions multilatérales, et des jeunes engagés, venus d\\\'Afrique et d\\\'ailleurs.

Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique :

Sous le thème \\\ »Stimuler la Croissance Verte et les Solutions de Financement Climatique pour l'Afrique et le Monde\\\ », l\\\'ACS vise à consolider l\\\'action climatique mondiale autour du financement climatique et du développement positif pour le climat. L\\\'Afrique cherche à affirmer sa position en matière de changement climatique et à mettre en avant son potentiel d\\\'action climatique. Le sommet abordera des sujets essentiels tels que les énergies renouvelables, l\\\'agriculture durable et les minéraux critiques, entre autres, afin de promouvoir la croissance verte et de susciter de nouveaux partenariats.

L'engagement du Kenya

La Secrétaire du Cabinet du Kenya pour l\\\'environnement, le changement climatique et la foresterie, Hon Soipan Tuya, a exprimé l\\\'honneur du Kenya d\\\'accueillir ces événements majeurs. Elle a souligné que le Kenya jouera un rôle clé dans

l\\\’organisation de l\\\’ACS et de la Semaine Africaine du Climat, guidé par son président, S.E. le Dr William Ruto, également président du Comité des chefs d’État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC). Elle a mis l\\\’accent sur le rôle majeur que joue le sommet en fournissant une plate-forme pour façonner l\\\’action climatique et les solutions de financement climatique pour l\\\’Afrique.

Une jeunesse engagée dans l\\\’action climatique

Le sommet accorde une importance particulière à la participation des jeunes, reconnaissant leur rôle crucial dans la définition de l\\\’avenir climatique. Avec près de 63 % de la population africaine âgée de moins de 25 ans, le potentiel des jeunes en tant qu\\\’acteurs clés de l\\\’action climatique est inestimable. Le sommet vise à les responsabiliser, à leur donner une voix et à les encourager à contribuer à un avenir durable.

Le sommet remet en question les vieux clivages entre le Nord et le Sud en mettant en avant l\\\’interdépendance des défis mondiaux et la nécessité d\\\’une responsabilité partagée. Cette approche collaborative favorise le dialogue entre les parties prenantes et souligne le potentiel de solutions qui tirent parti des forces et des ressources de toutes les régions.

Le changement climatique est un défi urgent qui nécessite une action mondiale concertée. Le Sommet Africain sur le Climat 2023 s\\\’annonce comme un événement majeur pour façonner l\\\’avenir de l\\\’action climatique en Afrique et dans le monde.

Megan Valère SOSSOU